

Initiatives ministérielles

s'installer dans les régions si vous leur imposez une taxe sur les transports qui rendra leurs produits moins concurrentiels?

Vous me répondrez qu'elles peuvent obtenir un crédit sur les intrants tenant compte de la taxe, etc. Mais il reste que les frais de transport supplémentaires s'ajoutent au prix final d'un produit, qui devient plus cher parce que la taxe est appliquée à la valeur au détail. De plus, neuf provinces sur dix réagiront en ajoutant leur taxe de vente.

Je me demande vraiment ce qui arrive. Les ministériels oublient-ils que de nombreuses régions ont un besoin criant de diversifier leur économie? Les provinces atlantiques connaissent certains problèmes et le nord de l'Ontario vit des fermetures de mines. Comment le gouvernement espère-t-il que ces régions s'en sorte si, à chaque tournant, elles sont frappées par de nouvelles taxes?

La TPS, aux yeux des habitants de Sudbury et, j'en suis sûre, aux yeux des habitants de bien d'autres régions, deviendra une taxe à l'éloignement. C'est ce qui arrivera.

Nous avons parlé un peu de simplicité. Le gouvernement avait dit que la taxe serait simple. J'ai de petites nouvelles pour le gouvernement. L'autre jour, dans l'avion que j'ai pris pour venir à Ottawa, j'ai ouvert un magazine et j'y ai vu une annonce comme celles qui commencent à paraître. Un gros cabinet d'experts-comptables offrait ses services, compte tenu de la complexité de la nouvelle taxe de vente qui sera mise en place.

Tout le monde comprend que cette taxe est complexe et que les gens auront de la difficulté à l'appliquer. Tout le monde, sauf le gouvernement. Comment peut-elle être plus simple, alors qu'il y aura une taxe et une autre ensuite.

Le gouvernement prétend qu'elle sera visible. S'il y a un panneau quelque part dans le magasin qui dit que le prix comprend la taxe sur les produits et services, est-ce que cela la rend visible? Voilà quelque chose qui va vous en apprendre beaucoup sur la taxe. Demandez aux petites entreprises de votre localité ce qu'elles en pensent.

Il n'y a pas longtemps, je suis entrée dans un magasin de vêtements pour hommes et j'ai vu que les gens étaient consternés par le surcroît de travail que la taxe entraînera. Ce magasin n'est pas informatisé. Ce n'est qu'un magasin ordinaire, et on n'achète pas d'ordinateur dans un magasin de ce genre. Le travail se fait manuellement.

Ces gens devront ajouter au prix la taxe sur les produits et service et ils devront ensuite calculer la taxe de vente. Le propriétaire du magasin m'a déclaré: «Diane, quand les gens ont moins d'argent, la première chose qu'ils cessent d'acheter, ce sont des costumes. C'est là que je cesse de faire de l'argent et que les problèmes commencent. Je dois licencier des employés parce que je n'ai plus les moyens de les garder», et l'histoire se poursuit. Voilà ce qui va arriver avec cette taxe sur les produits et services. Ce sont les Canadiens à faible revenu qui en subiront les conséquences. Il faut se rendre à l'évidence. Quand on n'a pas d'argent et qu'il faut payer plus cher, la situation est grave.

Le gouvernement cherche à endormir les Canadiens en leur faisant croire qu'il leur accordera un crédit d'impôt. Mais il oublie de leur dire que ce crédit d'impôt ne sera pas indexé de façon intégrale. Par conséquent, après cinq ans, un grand nombre des 500 000 Canadiens qui auront reçu un crédit d'impôt ne seront plus admissibles et ceux qui le seront encore verront cet avantage réduit dans une très large mesure.

La nouvelle loi sur les REER que le gouvernement veut présenter renfermera une disposition prévoyant l'indexation intégrale de la contribution que les gens riches peuvent y investir. Le gouvernement comprend donc vraiment le principe de l'indexation complète ou partielle. Dans ce cas, il pourrait étudier la possibilité d'indexer aussi le crédit accordé aux Canadiens à faible revenu.

Je demande donc au gouvernement de laisser tomber ce projet de loi et de nous présenter un plan tout à fait nouveau. Les hypothèses du gouvernement sont fautives. Les gens de Sudbury et de tout le Canada vous demandent d'avoir les pieds sur terre, de tenir compte des réalités canadiennes et de proposer une solution susceptible de les aider.

M. Taylor: Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir poser une question à la députée. J'ai admiré son discours contre la taxe sur les produits et services. J'apprécie à leur juste valeur tous les propos tenus à la Chambre à l'encontre de cette taxe surtout lorsqu'ils sont destinés au gouvernement.